

Jeunes femmes en Suisse : où en sont-elles aujourd'hui?

Que savons-nous de la situation des jeunes femmes en Suisse ? L'année 2021 qui vient de s'écouler a été marquée par un regard rétrospectif sur l'introduction du droit de vote des femmes en 1971. Maintenant nous voulons savoir : qu'en est-il de l'égalité au sein de la jeune génération ? Nous publions ici le résumé d'une étude¹ mandatée par la Commission fédérale pour les questions féminines CFQF. Pour ce faire, la jeune chercheuse en sciences sociales **Christina Bornatici a analysé plus de 180 publications récentes.**

Sommaire

- 1. Formation et emploi p. 76**
- 2. Vie familiale et intime p. 82**
- 3. Valeurs et engagement p. 86**

Note

1 Bornatici Christina (2022). La situation des jeunes femmes en Suisse : Revue de la littérature. CFQF : Berne. www.comfem.ch > Publications > Etudes et rapports

Quarante ans après l'instauration du principe d'égalité entre les femmes et les hommes dans la Constitution fédérale, la concrétisation de ce principe fait l'objet d'une première stratégie nationale depuis le 28 avril 2021. Si la situation des femmes a évolué favorablement au cours de ces quatre décennies, notamment dans l'éducation, l'emploi, ou encore en politique, dans les faits l'égalité n'est de loin pas encore réalisée. À bien des égards la situation des jeunes femmes reste différente de celle des jeunes hommes et mérite qu'on s'y intéresse : qu'est-ce que cela implique d'être une jeune femme en Suisse aujourd'hui ?

Pour répondre à cette question, trois axes thématiques d'intérêt concernant la situation actuelle des jeunes femmes en Suisse sont considérés : 1) l'éducation et l'emploi ; 2) la vie familiale et intime ; ainsi que 3) les valeurs et l'engagement. Les différents thèmes traités dans ces trois axes offrent autant de perspectives sur l'état des rapports sociaux de genre en Suisse. À noter que le terme jeunes femmes désigne des femmes âgées entre 15 et 30 ans environ et qui n'ont pas encore d'enfant. Ce dernier point est important car le fait de devenir parent contribue à différencier les parcours féminins et masculins et constitue un objet d'étude à part entière.



Photo: Felix Imhof

Christina Bornatici

1. Formation et emploi

Cette première partie thématique se concentre sur les aspirations professionnelles des jeunes femmes, leur parcours de formation depuis la fin de l'école obligatoire ainsi que leur activité professionnelle.



Cet article met en évidence les principaux résultats du rapport réalisé sur le mandat de la CFQF intitulé «La situation des jeunes femmes en Suisse: Revue de la littérature». Dans la mesure des données disponibles, ce rapport décrit la situation actuelle des jeunes femmes, son évolution au fil du temps ainsi que l'état de l'égalité dans les thématiques considérées. Toutefois, les informations à disposition ne permettent pas de décrire tous les thèmes avec la même précision. Ainsi, c'est en élargissant notre analyse, certaines fois à l'ensemble des jeunes, femmes et hommes, d'autres fois à l'ensemble des femmes, jeunes et plus âgées, qu'il sera possible d'esquisser la situation des jeunes femmes tout en soulignant les lacunes dans le champ du savoir.

L'analyse des conditions de vie des jeunes femmes et de l'état de l'égalité entre les jeunes femmes

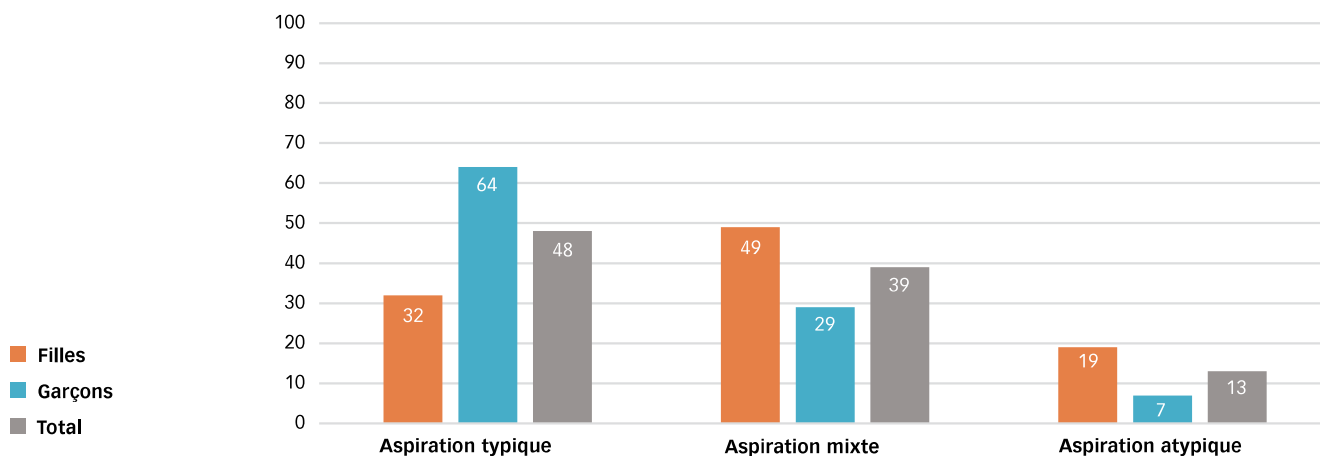
et hommes a été effectuée sur la base de publications scientifiques en sciences sociales, de rapports et données de l'Office fédéral de la statistique, ainsi que de rapports d'autres institutions publiques et privées pour les thèmes les moins documentés. Cette revue de la littérature se limite aux publications basées sur des données suisses récoltées depuis les années 2000. La recherche documentaire a été effectuée entre mai et juin 2021. Parmi les résultats de cette recherche, les publications scientifiques publiées à partir de 2015 ainsi que les rapports les plus récents dans les différentes thématiques ont fait l'objet d'une revue systématique, ce qui constitue plus de 180 publications. Tous les résultats décrits dans le présent article s'appuient sur cette documentation. Pour des raisons de place, les citations sont omises ici, mais les références complètes sont disponibles dans le rapport.

Les aspirations professionnelles encore fortement genrées contribuent au maintien de la ségrégation horizontale dans la formation.

Les études réalisées en Suisse montrent que les aspirations professionnelles des adolescentes et adolescents sont dans l'ensemble peu diversifiées et restent encore fortement genrées, à savoir conformes aux stéréotypes de genre. Par rapport aux garçons, les aspirations professionnelles des filles se concentrent sur un nombre plus limité de secteurs et de métiers. Les filles sont toutefois aussi ambitieuses et ont des aspirations professionnelles

moins genrées que les garçons. En effet, un tiers des filles et deux tiers des garçons s'orientent vers des métiers typiques du point de vue du genre, c'est-à-dire des métiers exercés par plus de 70% de personnes du même sexe (Figure 1). Les filles se dirigent donc plus souvent que les garçons vers des métiers mixtes (comprenant 30% à 70% de personnes du même sexe) ou atypiques (comprenant moins de 30% de personnes du même sexe). Le choix d'une profession atypique par les filles est mieux accepté par leur entourage et leur permet d'accéder à un métier plus valorisé socialement et

Figure 1 : Pourcentage de filles et de garçons entre 13 et 15 ans aux aspirations typique, mixte ou atypique en 2011



Source: Enquête Vers plus d'égalité dans l'orientation professionnelle, résultats tirés de Carvalho Arruda Carolina (2019). Des professions toujours typiquement sexuée? Enjeux des aspirations professionnelles. Dans Edith Guilley, Carolina Carvalho Arruda, Jacques-Antoine Gauthier, Lavinia Gianettoni, Dinah Gross, Dominique Joye, Elisabeth Issaieva Moubarak Nabra & Karin Müller (Eds.), *À l'école du genre: Projets professionnels de jeunes en Suisse*, Zurich: Seismo, pp. 89-106.

mieux rémunéré, alors que le coût de la transgression des normes de genre est plus élevé pour les garçons. Toutefois, les filles qui ont des aspirations atypiques les réalisent moins souvent que celles qui ont des aspirations typiques ou mixtes. De plus, une fois actives, les jeunes femmes sont finalement moins nombreuses à exercer un métier atypique que les jeunes hommes. Il est possible que les jeunes femmes qui choisissent une profession atypique expérimentent plus de résistance masculine à leur présence et fassent davantage l'objet de sexisme.

Différents facteurs influencent les aspirations professionnelles, comme par exemple les préférences individuelles, les attentes familiales, les résultats et la filière scolaire suivie au degré secondaire I. Les études indiquent notamment que des aspirations typiques selon le genre sont associées à l'anticipation d'un partage traditionnel des rôles de genre dans leur future famille (modèle de la femme au foyer ou travaillant à temps partiel et de l'homme travaillant à plein temps), ainsi qu'à des représentations stéréotypées des matières scolaires qui influencent l'évaluation des compétences personnelles et des chances de réussite.

Bien que l'accès aux différentes filières de formation post-obligatoire soit garanti pour les filles comme pour les garçons depuis plusieurs décennies, ces filières sont touchées par la ségrégation horizontale (c'est-à-dire une répartition différente des femmes et des hommes dans les différentes filières) que ce soit au degré secondaire II ou tertiaire, conformément aux aspirations professionnelles encore genrées. Le choix de la formation professionnelle ou du domaine d'étude est donc lui aussi fortement marqué par le genre et a peu évolué, même si depuis une vingtaine d'années les jeunes femmes se dirigent désormais plus souvent vers les secteurs typiquement masculins comme les sciences naturelles et l'ingénierie, et les jeunes hommes vers les secteurs typiquement féminins comme la santé et l'éducation. Enfin, plusieurs études indiquent que la ségrégation horizontale est d'autant plus marquée que les jeunes doivent faire un choix de carrière tôt dans leur vie, menant ainsi à une ségrégation horizontale plus importante parmi les diplômées et diplômés du secondaire II que celles et ceux du tertiaire.

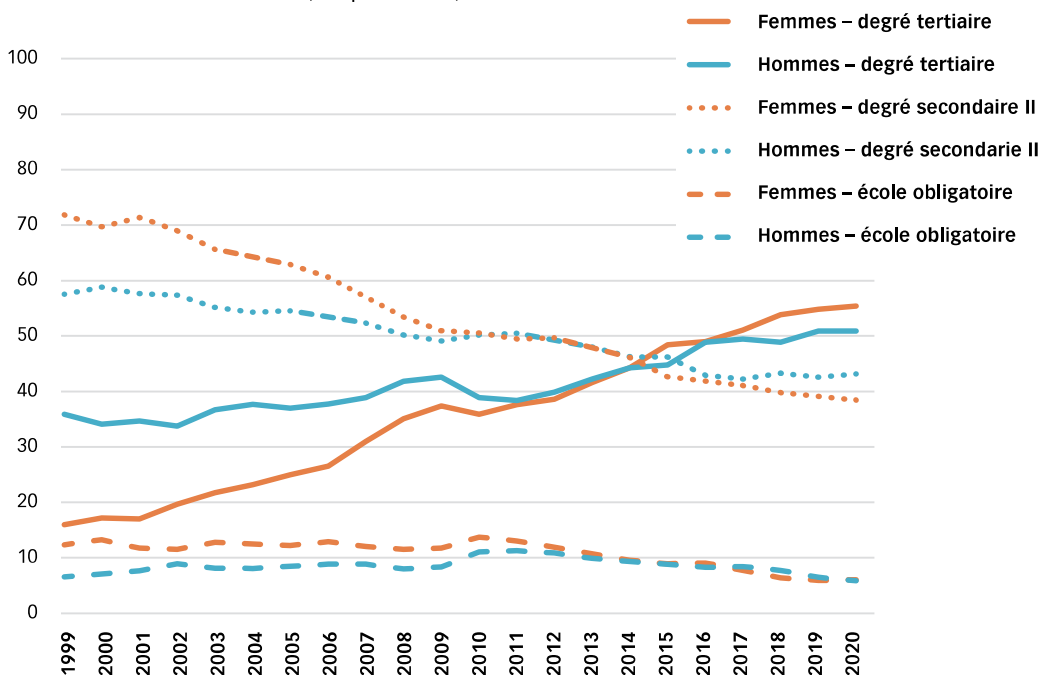
Majoritaires dans la voie générale, les jeunes femmes sont désormais plus nombreuses à obtenir un diplôme d'une haute école que les jeunes hommes. Elles rencontrent toutefois plus de difficultés dans la voie professionnelle.

Après l'école obligatoire, environ trois quarts des jeunes commencent une formation professionnelle initiale et un quart s'engagent dans une formation générale. Les filles sont proportionnellement plus nombreuses à suivre la voie générale et les garçons la voie professionnelle. Dans la voie professionnelle, les filles rencontrent plus de difficultés à obtenir une place d'apprentissage malgré de meilleurs résultats scolaires. Elles optent ou se résignent plus souvent pour une solution transitoire d'un à deux ans entre l'école obligatoire et leur formation. Ceci s'explique en partie par la concentration de leurs aspirations professionnelles sur des professions féminisées, un nombre de places d'apprentissage plus restreint dans les secteurs qui les attirent, ainsi qu'une possible discrimination à l'embauche. Une fois dans la formation professionnelle initiale, les jeunes femmes sont plus nombreuses dans les filières plus courtes, moins exigeantes sur le plan académique et moins prestigieuses. Les jeunes qui se forment dans ces filières ont non seulement une probabilité plus faible d'effectuer des formations supplémentaires et d'obtenir un diplôme de niveau tertiaire, mais aussi des perspectives professionnelles plus limitées. Les jeunes femmes sont d'ailleurs moins nombreuses que les jeunes hommes à acquérir une maturité professionnelle et à poursuivre une formation tertiaire.

Dans la voie générale, à part des choix de disciplines genrés, les études analysées ne rapportent pas d'autres différences entre les parcours des jeunes femmes et hommes. Des différences apparaissent en revanche au passage au doctorat. Dans presque tous les domaines, les hommes sont proportionnellement plus nombreux à commencer et à terminer un doctorat. Cependant, la proportion de femmes parmi les doctorant-es a plus que doublé depuis 1996.

L'évolution du plus haut niveau de formation atteint montre que parmi les jeunes générations, les écarts de formation entre les femmes et les hommes se sont réduits. En 2020, 55% des femmes et 51% des hommes de la tranche d'âge des 25–34

Figure 2 : Proportion de femmes et d'hommes de 25 à 34 ans selon leur niveau de formation (en pourcent)



Source : Enquête suisse sur la population active (ESPA), calculs de l'auteurice.

ans possédaient un diplôme de degré tertiaire (Figure 2). 39% des femmes et 43% des hommes avaient un diplôme de degré secondaire II. 6% des femmes et des hommes n'avaient pas de diplôme de formation post-obligatoire. Avec 51% de femmes diplômées en 2017–2018, la parité est globalement atteinte dans les hautes écoles, mais pas dans la formation professionnelle supérieure (44% de femmes diplômées). Ces chiffres ne permettent pas de prendre la mesure des disparités entre les disciplines étudiées.

Les jeunes femmes travaillent déjà plus souvent à temps partiel que les jeunes hommes.

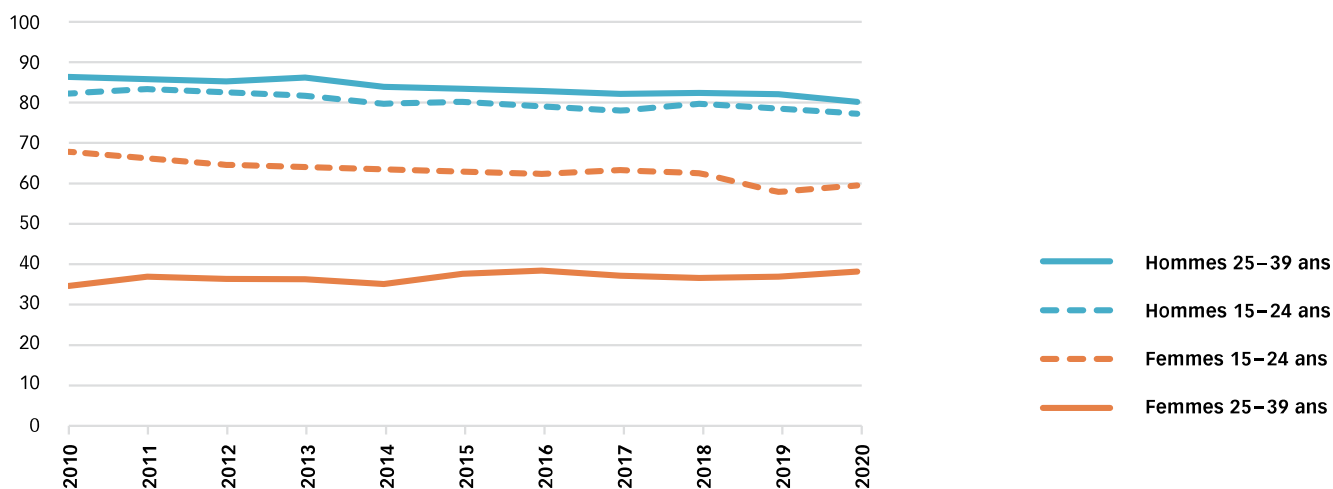
La transition de la formation à l'emploi est généralement rapide et l'emploi correspond souvent à la formation achevée. Les diplômées des hautes écoles déclarent néanmoins avoir eu plus de difficultés à trouver un emploi, qui plus est à plein temps, que leurs pairs masculins. Le taux de chômage est plus élevé pour les jeunes adultes de moins de 30 ans que dans le reste de la population, mais a priori il n'y a pas de différence de genre parmi les jeunes au chômage.

Avant 25 ans, le taux d'activité professionnelle des jeunes femmes (c'est-à-dire la proportion de jeu-

nes femmes actives occupées ou au chômage) est identique à celui des jeunes hommes. Depuis le début des relevés en 1991, il a légèrement diminué en raison de l'allongement de la durée de formation pour s'établir à 65% en 2020. À l'inverse, le taux d'activité professionnelle des femmes de 25 à 39 ans a constamment augmenté et se rapproche de plus en plus du taux d'activité professionnelle des hommes du même groupe d'âge. En 2020, il était de 88% pour les femmes et 95% pour les hommes. À noter que les femmes de ce groupe d'âge commencent à fonder une famille, l'âge moyen à la naissance du premier enfant étant de 31 ans pour les femmes en 2019. L'effet du mariage et de la parentalité qui généralement diminue l'insertion professionnelle des femmes semble être atténué par un niveau de formation élevé. Représentant 55% des femmes actives occupées entre 25 et 39 ans en 2019, les diplômées des hautes écoles et de la formation professionnelle supérieure sont désormais majoritaires.

Concernant le taux d'occupation des 15–24 ans, les jeunes femmes travaillent déjà moins souvent à temps plein (66% en 2020) que leurs pairs masculins (81%) (Figure 3), alors que la plupart de ces jeunes femmes n'ont pas d'enfant. Elles déclarent aussi davantage être en sous-emploi et souhai-

Figure 3 : Part des personnes actives occupées travaillant à temps plein (90–100%) (en pourcent)



Source : ESPA, calculs de l'auteurice.

teraient donc augmenter leur taux d'occupation. Si depuis 1991 la proportion de jeunes femmes et hommes travaillant à temps plein diminue, l'écart reste stable. Les études qui se focalisent sur les jeunes titulaires d'un diplôme tertiaire montrent aussi qu'un an après l'obtention de leur diplôme, les femmes sont déjà plus nombreuses que les hommes à travailler à temps partiel. La surreprésentation des jeunes femmes dans les emplois à temps partiel est plus importante dans les domaines masculinisés que féminisés, alors même que le travail à temps plein est la norme dans les domaines masculinisés. Lorsque les jeunes diplômées et diplômés du tertiaire sont interrogés sur leurs raisons de travailler à temps partiel, les femmes citent plus fréquemment que les hommes des raisons liées aux conditions sur le marché du travail, comme la rareté des postes à temps plein dans certains domaines.

D'une génération à l'autre, la ségrégation horizontale sur le marché du travail évolue peu.

La ségrégation horizontale observée dans les formations post-obligatoires se répercute sur le marché du travail. Les jeunes femmes restent largement majoritaires dans les secteurs de la santé et du social d'une part, et de l'enseignement d'autre part. Par rapport aux femmes plus âgées, la proportion de jeunes femmes dans le premier secteur augmente, alors qu'elle diminue dans le second.

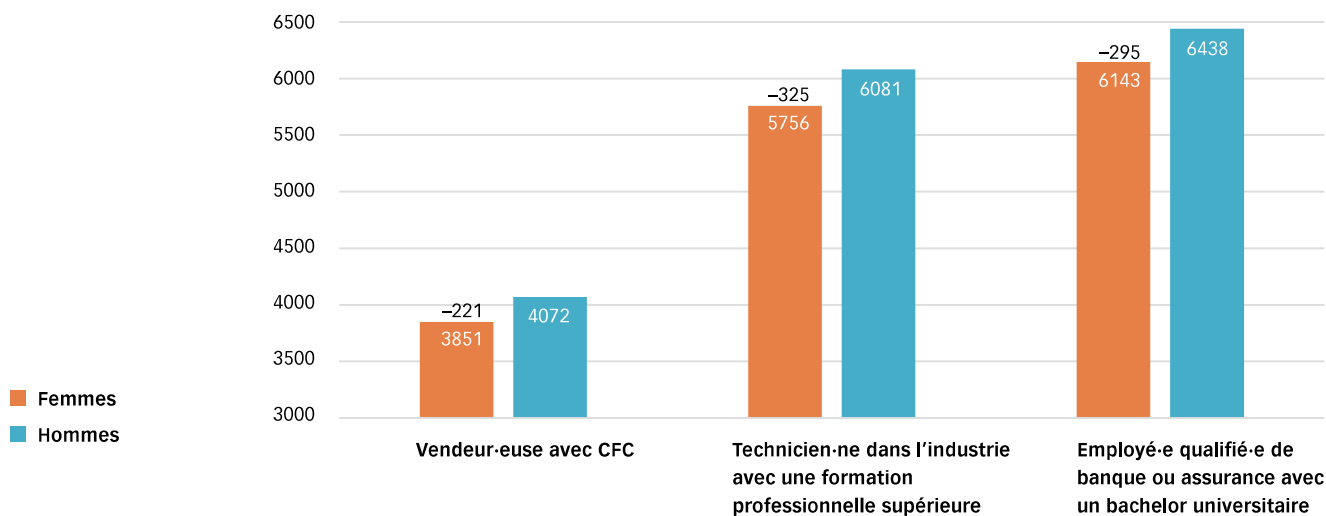
Dans les branches économiques les plus masculinisées, la présence des femmes reste assez stable au fil des générations. La ségrégation horizontale dans la vie professionnelle désavantage les femmes puisque les professions féminines offrent des perspectives salariales et de carrière inférieures aux professions masculines.

Dès le début de la carrière, les femmes occupent moins de postes à responsabilité.

Concernant la ségrégation verticale dans l'emploi, les études et données disponibles analysent à la fois la distribution des jeunes femmes et hommes dans les professions hautement qualifiées (comme les professions intellectuelles et libérales) et leur accès aux postes à responsabilité.

La part des jeunes femmes dans les professions hautement qualifiées a augmenté entre 2010 et 2019. Certaines études indiquent qu'il n'y a plus de différences de statut professionnel entre les jeunes femmes et hommes. Toutefois, d'autres études montrent que lors de leur premier emploi significatif suivant la fin de la formation les jeunes diplômées du tertiaire exercent déjà des emplois associés à un statut professionnel moins élevé que leurs homologues masculins. La part des femmes dans les professions hautement qualifiées varie aussi selon les branches économiques.

Figure 4 : Exemples de salaire mensuel brut moyen de jeunes femmes et hommes avec 18 mois d'expérience, travaillant 42 heures par semaine dans une entreprise de taille moyenne dans le canton de Zurich



Source : Enquête Transitions de l'école à l'emploi (TREE) 2000-2014, résultats de modèles statistiques tirés de Combet Benita & Oesch Daniel (2019). L'inégalité salariale entre hommes et femmes commence bien avant la fondation d'une famille. *Social Change in Switzerland*, n°18.

Concernant l'accès aux postes à responsabilité et aux fonctions dirigeantes, les études montrent que dès le début de leur carrière, les jeunes femmes occupent moins souvent ce type de poste que les jeunes hommes. Là encore, la différence d'accès à ces postes est la plus grande parmi les titulaires d'un diplôme tertiaire. La ségrégation verticale est donc plus importante entre les diplômées et diplômés du tertiaire qu'entre celles et ceux du secondaire II.

Les jeunes femmes entrent dans la vie active avec des salaires plus bas que leurs collègues masculins, et l'écart salarial s'accroît avec le temps.

Les études sur les salaires des jeunes adultes partent du même constat : étant donné que les jeunes femmes ont des niveaux de formation équivalents voire supérieurs aux jeunes hommes, on ne devrait plus observer de différence salariale. Ou du moins, il ne devrait pas y avoir d'écart de salaire avant que les femmes et les hommes deviennent parents et se comportent différemment sur le marché du travail. Or, toutes les études réalisées en Suisse montrent que les inégalités salariales entre les femmes et les hommes existent déjà en début de carrière, avant d'avoir des enfants, malgré des formations et des parcours professionnels semblables (Figure 4).

Les études identifient un écart salarial total de 6% à 9% entre les jeunes femmes et hommes. Les écarts salariaux sont plus élevés entre les diplômées et diplômés du tertiaire qu'entre celles et ceux du secondaire II. Selon ces études, les ségrégations horizontale et verticale semblent à l'œuvre, avec des rémunérations moins élevées pour les femmes en raison de leur plus forte implication dans les branches économiques où les salaires sont bas et la réalisation d'activités moins bien rémunérées au sein des branches qui en moyenne offrent de meilleurs salaires.

Pour les mêmes niveaux de qualifications et d'expérience, dans des professions et des secteurs comparables, l'écart salarial inexplicé est de 4% à 7% selon les études. Converti en salaire annuel, un écart salarial de 4% équivaut à un demi mois de salaire en moins pour les femmes, et un écart de 8% à un mois de salaire en moins. De plus, les études indiquent que les jeunes hommes bénéficient d'une progression salariale similaire voire meilleure que les jeunes femmes. Les différences salariales entre les jeunes femmes et hommes vont donc se creuser avec le temps.

Les jeunes femmes rapportent moins de discriminations sur le lieu de travail que les femmes plus âgées.

Sept femmes sur dix se sont déjà senties discriminées en raison de leur genre sur le lieu de travail. Les jeunes femmes âgées de 14 à 24 ans rapportent moins d'expériences de discrimination de genre au travail que les femmes plus âgées. De futures études permettraient de déterminer s'il s'agit d'un effet d'âge ou de génération. En effet, il se peut que le risque pour les femmes d'être discriminées au travail augmente avec le nombre d'années passées au travail. Il est aussi possible que les jeunes femmes soient moins confrontées à la discrimination de genre au travail parce qu'elle a globalement diminué en Suisse.

2. Vie familiale et intime

Cette deuxième partie thématique se concentre sur la situation des jeunes femmes dans la sphère privée et aborde leurs aspirations familiales, l'organisation de leur vie de couple, leurs pratiques financières ainsi que leur sexualité et leurs expériences de harcèlement et de violences sexuelles.

Sans changements, l'idéal d'une prise en charge plus égalitaire des enfants se soldera par un partage traditionnel des rôles familiaux et professionnels.

La quasi-totalité des jeunes femmes et hommes souhaitent avoir des enfants. Toutefois, actuellement les jeunes femmes sont un peu moins nombreuses à vouloir des enfants que dans les années 1990. Cette baisse peut révéler une tension de plus en plus importante entre, d'une part, les ambitions des jeunes femmes sur le marché du travail et, d'autre part, les normes sociales concernant le rôle des mères qu'elles ont assimilées très tôt et qui impliquent de se consacrer aux enfants et de privilégier la vie familiale sur la vie professionnelle.

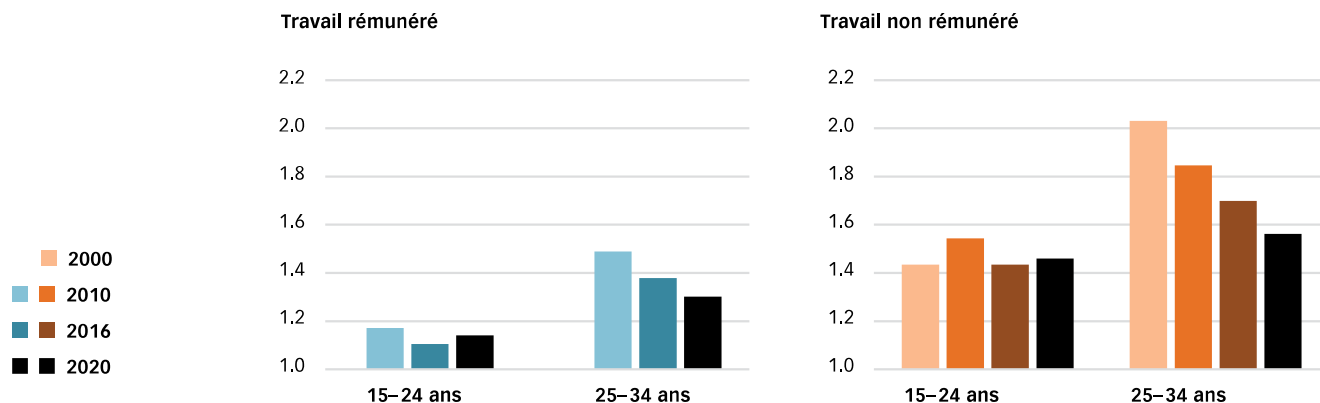
Les études montrent qu'à l'adolescence, la plupart des filles ont une vision traditionnelle du rôle de mère et du partage des rôles familiaux et professionnels dans le couple, avec la mère au foyer voire travaillant à temps partiel et le père travaillant à temps plein. En vieillissant, les jeunes femmes développent cependant une vision moins traditionnelle du rôle de mère et sont davantage

en faveur d'un partage des rôles plus égalitaire. En effet, les jeunes femmes – surtout si elles ont un diplôme tertiaire – souhaitent rester actives professionnellement et redoutent les répercussions négatives de la maternité sur leur carrière et leur autonomie financière. D'ailleurs, pour les jeunes femmes, la ou le partenaire idéal doit notamment soutenir leur carrière professionnelle.

En même temps, les jeunes femmes (et hommes) estiment que les parents devraient s'occuper eux-mêmes de leurs enfants, sans recourir à une garde institutionnelle ni à des proches. Pour concilier cet idéal du parent à domicile et le souhait des jeunes femmes de rester actives professionnellement, il est nécessaire que les pères réduisent leur taux d'occupation. Selon une récente enquête, les jeunes femmes considèrent d'ailleurs que le modèle d'activité professionnelle idéal pour un couple avec de jeunes enfants est celui où la mère travaille à 60% et le père à 70%. Pour les jeunes femmes, les hommes devraient donc aussi limiter leur activité professionnelle au moment de devenir pères, et ce, dans une mesure similaire aux mères. Plusieurs enquêtes révèlent que les jeunes hommes désirent également réduire leur taux d'occupation quand ils deviendront pères. Toutefois, la concrétisation de leurs intentions leur paraît difficilement réalisable.

Les discours des jeunes femmes et hommes montrent aussi que si a priori toutes les options de gardes (de la mère au foyer au père au foyer) sont envisagées, l'implication des parents dans la garde parentale est déterminée par les exigences familiales pour les mères et les exigences professionnelles pour les pères. Les logiques de décision restent donc différentes pour les femmes et les hommes. Il est possible que l'activité professionnelle de l'homme prime sur celle de la femme en raison des inégalités de salaire, de statut professionnel, d'opportunité de progression de carrière et de possibilité de travailler à temps partiel. À moins d'améliorer l'égalité des genres sur le marché du travail, notamment en facilitant et normalisant le travail à temps partiel pour les hommes, les jeunes femmes seront amenées à réduire leur taux d'occupation ou quitter leur emploi pour respecter l'idéal du parent à domicile, ce qui in fine maintient les inégalités de genre dans les sphères domestique et professionnelle et la dépendance financière des femmes envers les hommes.

Figure 5: Rapport entre le nombre d'heures hebdomadaires consacrées au travail rémunéré et non rémunéré par les femmes et les hommes selon l'âge



Source: ESPA, calculs de l'auteurice.

Lecture du graphique: En 2020, les hommes entre 25 et 34 ans consacraient environ 1,3 fois plus de temps à leur activité professionnelle que les femmes.

Lecture du graphique: En 2020, les femmes entre 15 et 24 ans consacraient environ 1,5 fois plus de temps à effectuer des tâches domestiques et familiales que les hommes.

Le temps consacré au travail rémunéré et non rémunéré diffère entre les jeunes femmes et hommes. La répartition des tâches domestiques est déjà genrée dans les jeunes couples.

En règle générale, le départ du foyer parental coïncide avec la fin des études et la mise en couple. À partir de 25 ans, la plupart des jeunes adultes en couple vivent ensemble. Après une période de cohabitation, les couples se marient généralement avant d'avoir des enfants. Toutefois, la cohabitation semble devenir une alternative possible au mariage. En effet de plus en plus de couples ont des enfants hors mariage. Dû à l'allongement des études, la transition à la parentalité se fait toujours plus tardivement pour les femmes et pour les hommes. Entre 25 et 34 ans, les jeunes femmes ayant une formation professionnelle initiale sont d'ailleurs plus nombreuses à avoir des enfants que les diplômées du tertiaire.

Concernant le temps consacré au travail rémunéré et non rémunéré (domestique et familial), en 2020, parmi les personnes actives âgées entre 15 et 34 ans, les femmes passaient déjà en moyenne une fois et demie plus de temps aux tâches domestiques et familiales et 20% de temps en moins dans l'activité professionnelle que les hommes (Figure 5). Chez les couples de jeunes adultes le partage du travail non rémunéré est inégalitaire et les tâches sont réparties de manière genrée, qu'ils aient ou non des enfants. Une répartition égali-

taire de l'activité professionnelle entre les partenaires ne s'accompagne souvent pas d'une répartition égalitaire du travail non rémunéré. Toutefois, les jeunes femmes qui valorisent plus le travail rémunéré, qui ont un taux d'occupation élevé, qui ont un salaire plus élevé que leur partenaire et/ou qui n'ont pas d'enfant ont un partage un peu moins inégalitaire du travail non rémunéré avec leur partenaire. Pour les jeunes femmes comme les plus âgées, le partage du travail non rémunéré cristallise la plupart de l'insatisfaction et des conflits dans le couple.

Les pratiques financières des jeunes femmes sont peu étudiées.

Outre le fait que l'indépendance financière soit une source d'émancipation pour les jeunes femmes, premièrement de leurs parents, puis de leur partenaire, des connaissances du système financier semblent primordiales pour faire des choix éclairés en termes d'activité professionnelle par exemple, mais aussi de dépense, d'épargne et d'investissement. Toutefois, la littérature à ce sujet est quasiment inexistante en Suisse.

L'apprentissage de la gestion financière se fait surtout au sein de la famille. Le départ du domicile parental s'accompagne d'une baisse du revenu disponible, notamment pour les personnes habitant seules puisque certaines dépenses ne sont plus partagées. Cette baisse du revenu disponible implique une baisse de l'épargne et plus de dif-

ficulté à payer ses factures, sans que cela ne crée de l'endettement. Contrairement à l'idée reçue, les jeunes ne sont pas plus endetté-es que les personnes plus âgées. Cependant, les femmes ont dans l'ensemble un taux de pauvreté plus élevé et davantage recours à l'aide sociale.

Les analyses des pratiques financières des jeunes couples sont également rares. Prenant en compte des couples hétérosexuels de tout âge, une étude indique que les femmes sont plus satisfaites de leur situation financière lorsqu'elles dépendent moins de leur partenaire et qu'elles gèrent leur propre argent de manière indépendante. Pourtant peu de femmes gardent pour elles une partie de leur salaire. La plupart des couples mettent la totalité de leurs revenus en commun et moins de 5% des couples gèrent séparément leur argent.

La plupart des jeunes femmes utilisent un moyen de contraception, en majorité la pilule contraceptive.

La découverte de la sexualité est conforme aux stéréotypes de genre. Les jeunes femmes déclarent en moyenne avoir eu leur premier rapport plus tardivement, moins de partenaires et des relations plus stables que les jeunes hommes. Les adolescentes sont toutefois plus nombreuses à envoyer des sextos (photos ou vidéos érotiques de soi-même)

et à en recevoir que les adolescents. Avec l'âge, les jeunes adultes ont des expériences sexuelles moins genrées. À 26 ans, trois quarts des jeunes adultes étaient dans une relation stable et seulement 5% n'avaient jamais eu de rapport sexuel.

Le taux de femmes âgées de 15 à 49 ans qui utilisent un moyen de contraception est passé de 54% à 72% entre 1992 et 2017. Ce taux est encore plus élevé parmi les jeunes femmes entre 15 et 24 ans (88% en 2017). Les femmes de moins de 25 ans utilisent en priorité la pilule contraceptive (56%) et le préservatif (46%). Une minorité recourt à un dispositif intra-utérin (5%), bien que l'utilisation de cette méthode par les plus jeunes soit en augmentation. La contraception d'urgence comme la pilule du lendemain a déjà été utilisée par la moitié des jeunes femmes. Dans la plupart des cas, elle est employée quand la méthode contraceptive principale a échoué.

Les principaux risques de l'activité sexuelle du point de vue de la santé sont les grossesses précoces involontaires et les maladies sexuellement transmissibles (MST). Si les premières ont diminué au cours des 40 dernières années, les MST sont en hausse depuis 2000. À l'âge de 26 ans, 10% des jeunes ont contracté une MST. Les jeunes femmes sont deux fois plus concernées que les jeunes

Figure 6: Expériences de harcèlement sexuel vécues par les femmes de 16–39 ans (en pourcent)



Source : Enquête sur la violence sexuelle 2019, résultats tirés de Golder Lukas, Jans Cloé, Venetz Aaron, Bohn Daniel & Herzog Noah (2019). *Sexuelle Belästigung und sexuelle Gewalt an Frauen sind in der Schweiz verbreitet*. Berne : gfs.bern.

hommes. Alors que seule l'utilisation du préservatif protège contre les MST, les jeunes femmes ont moins recours aux préservatifs que les jeunes hommes, surtout lors de rapports avec des partenaires occasionnel·les. L'utilisation du préservatif par les moins de 25 ans est en baisse depuis 2007 pour les femmes et depuis le début des relevés en 1992 pour les hommes.

Le harcèlement sexuel auprès des jeunes femmes est répandu.

Les enquêtes montrent que le harcèlement sexuel envers les jeunes femmes est répandu en Suisse. Les formes de harcèlement sexuel les plus courantes auprès des 16–39 ans (rapportées par plus de six femmes sur dix) sont les regards inappropriés et intimidants, les blagues et les commentaires sexuellement suggestifs ou sur l'apparence physique, ainsi que les attouchements, les embrassades ou les baisers non désirés (Figure 6). Le harcèlement sexuel en ligne prend de l'ampleur, notamment chez les adolescentes et adolescents. En 2020, 55% des filles et 28% des garçons entre 12 et 19 ans avaient déjà été abordés en ligne par une personne étrangère ayant des intentions sexuelles indésirables. Le harcèlement sexuel a toutefois le plus souvent lieu dans les bars, la rue ou les transports publics. Il est moins fréquent sur le lieu de travail. Subir du harcèlement sexuel en privé (chez soi ou chez autrui) arrive encore plus rarement, alors que c'est le lieu de la moitié des violences sexuelles.

Les jeunes femmes sont largement plus nombreuses que les jeunes hommes à avoir déjà subi des expériences sexuelles non désirées et des abus sexuels. Les études indiquent que deux à trois femmes sur dix ont vécu des actes sexuels non désirés au moins une fois dans leur vie. À 26 ans, 16% des jeunes femmes rapportent avoir déjà été victimes d'une agression ou d'un abus sexuel. Selon les études ces chiffres s'élèvent à 22% voire 30%. Seule la moitié des femmes victimes de violences sexuelles en parle et une minorité porte plainte (8%). Les principales raisons de ne pas contacter la police sont la honte, l'impression que ça ne servirait à rien ou que ça empirerait les choses et la peur de ne pas être crues. Ne pas être sûres d'en avoir le droit est une raison citée par près de la moitié des femmes de 16–39 ans qui ont déclaré avoir déjà vécu des actes sexuels non désirés.

3. Valeurs et engagement

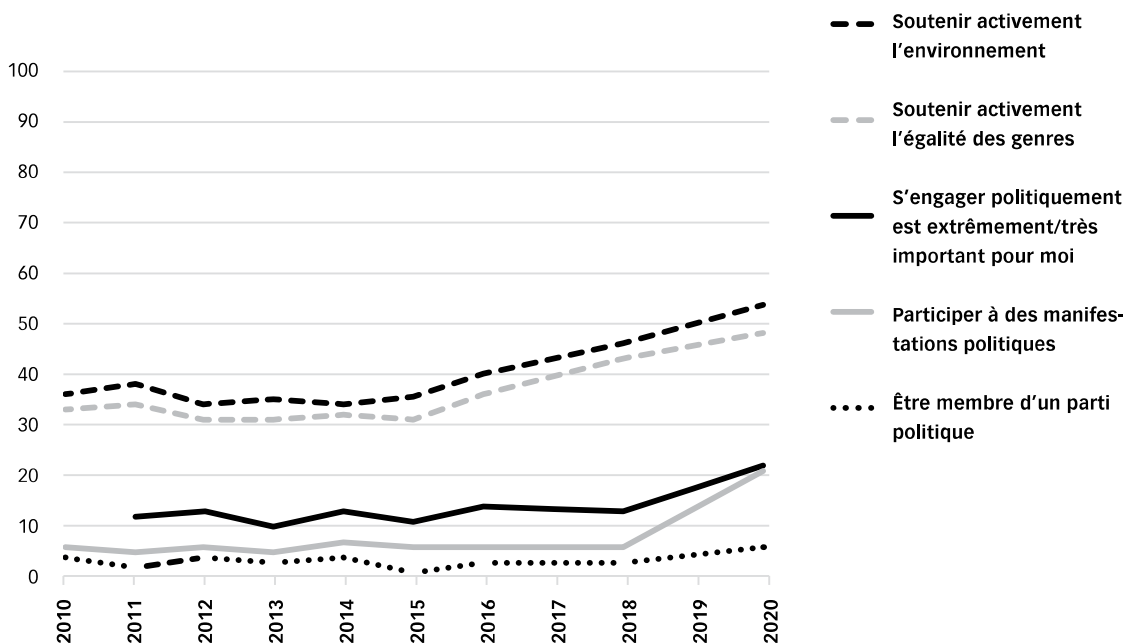
Cette dernière partie thématique met en lien la sphère privée et la sphère publique, en considérant les valeurs et les opinions des jeunes femmes d'une part et leur engagement politique et social d'autre part. Une attention particulière a été portée aux opinions et à l'engagement des jeunes femmes envers l'égalité des genres.

Malgré un regain d'intérêt ces dernières années, l'engagement politique reste limité chez les jeunes adultes.

La plupart des études sur les valeurs et l'engagement politique et social des jeunes adultes présentent leurs résultats sans distinction de genre. Il n'est donc généralement pas possible de savoir dans quelle mesure les valeurs ou l'engagement des jeunes femmes et hommes diffèrent. De plus, les informations sur l'engagement des jeunes autant politique que social ou envers l'égalité des genres sont lacunaires.

L'entourage, l'indépendance et l'hédonisme sont les valeurs centrales des jeunes femmes et hommes. Ces valeurs sont relativement stables dans le temps. Les ami·es, la famille, les loisirs et l'activité professionnelle sont les domaines de la vie considérés comme les plus importants pour les jeunes adultes de manière constante depuis 1970, tandis que la politique et la religion sont considérées comme peu importantes. Toutefois, entre 2018 et 2020, la proportion de jeunes qui estiment que s'engager politiquement est très important a presque doublé pour s'établir à 23% en 2020 (Figure 7). La volonté de participer à des manifestations politiques a elle aussi doublé entre 2018 et 2020. Les mouvements sociaux pour le climat et l'égalité des genres de ces dernières années ont probablement contribué à ces évolutions. Les jeunes préfèrent s'engager en politique sous une forme non institutionnalisée, comme participer à une manifestation ou aux votations, plutôt qu'au sein d'un parti politique. Les jeunes femmes déclarent moins d'intérêt pour la politique que les jeunes hommes. Elles s'informent également moins à ce sujet, mais ont autant de discussions politiques et votent davantage que les jeunes hommes. Les jeunes femmes sont plus orientées à gauche de l'échiquier politique que leurs pairs masculins.

Figure 7: Engagement politique des jeunes de 16 à 25 ans (en pourcent)



Source : Enquête Baromètre de la jeunesse, résultats tirés de Golder Lukas, Jans Cloé, Burgunder Thomas, Rötheli Valentina, Bohn Daniel et Rey Roland (2020). *Youth barometer 2020. Politicized youth taking a stand*, Berne: gfs.bern.

Les milléniaux (soit les personnes nées entre 1980 et 2000) sont au moins aussi intéressés-es et disposé-es à s'engager bénévolement que les membres des générations précédentes. Toutefois, les jeunes ainsi que les femmes ont une probabilité plus faible de faire du bénévolat que les personnes plus âgées et les hommes. Les enquêtes qui portent sur l'ensemble de la population indiquent que l'engagement bénévole des femmes diffère de celui des hommes, que ce soit au niveau des domaines d'activités, des fonctions occupées et également des indemnités perçues.

Les jeunes femmes et hommes n'ont pas des attitudes plus égalitaires envers les rôles de genre que les personnes plus âgées.

Une étude basée sur des données collectées entre 2000 et 2017 indique que depuis 2000, l'activité professionnelle des femmes reçoit un soutien fort et croissant de la population suisse. Cependant, la population est beaucoup plus réticente à l'activité professionnelle des mères d'enfants en âge préscolaire et semble garder une vision assez tradi-

tionnelle du rôle des femmes une fois devenues mères. On s'attend souvent à ce que les jeunes soient plus progressistes. Or les résultats indiquent que les milléniaux ne sont pas plus progressistes dans leurs attitudes que les membres des générations précédentes. Toutefois, les jeunes femmes ont des attitudes plus égalitaires envers les rôles de genre que les jeunes hommes.

Les études montrent que les attitudes envers les rôles de genre influencent les aspirations professionnelles des filles et le taux d'occupation des femmes. En fonction des attitudes envers les rôles de genre, la perception de l'égalité dans le couple et dans la société peut aussi varier. Ainsi, les personnes avec des attitudes égalitaires ont des attentes plus élevées concernant l'égalité. Dans une même situation, ces personnes ont davantage conscience des inégalités de genre et sont moins satisfaites que les personnes avec des attitudes traditionnelles. La perception des inégalités favorise probablement l'engagement pour l'égalité des genres.

Selon les jeunes femmes, l'égalité des genres n'est pas encore réalisée en Suisse, surtout dans la vie professionnelle.

En 2018, la majorité de la population active suisse considérait que l'égalité entre les femmes et les hommes n'était pas encore atteinte ou alors que partiellement. Pour les personnes interrogées, et notamment les jeunes femmes, les inégalités de genre persistent davantage dans la vie professionnelle que dans la sphère privée ou d'autres domaines de la sphère publique. Les femmes reconnaissent qu'au fil des générations la situation des femmes s'est améliorée, mais elles considèrent que les hommes continuent d'être avantagés dans la société suisse.

Les différentes études montrent que les jeunes femmes perçoivent davantage les inégalités de genre et les dénoncent aussi plus fortement que les jeunes hommes. En vieillissant, les jeunes femmes sont de moins en moins nombreuses à estimer que l'égalité des genres est déjà réalisée. Il se pourrait que les plus jeunes soient moins conscientes des inégalités de genre car elles sont majoritairement en formation, ont peu d'expérience dans la vie professionnelle et n'ont pas encore de projet d'enfant. Ainsi, en vieillissant et en acquérant plus d'expériences dans la vie, les jeunes femmes se confrontent probablement à plus d'inégalités et en prennent davantage conscience.

De plus en plus de jeunes souhaitent soutenir activement l'égalité des genres, mais semblent privilégier des solutions individuelles.

L'égalité entre femmes et hommes est un thème qui devient de plus en plus important pour les jeunes adultes. En effet, la proportion des jeunes femmes et hommes qui trouvent ce sujet important et déclarent vouloir soutenir activement l'égalité des genres a augmenté à partir de 2015 pour atteindre près de 50% en 2020 (Figure 7). Par ailleurs, les jeunes femmes adhèrent plus au féminisme que les femmes plus âgées. Ainsi, six jeunes femmes sur dix se déclarent féministes.

Les principales revendications des jeunes femmes pour l'égalité concernent le monde du travail, avec en tout premier lieu la demande d'un salaire égal pour un travail égal, mais également la lutte contre les discriminations sur le lieu de travail et l'augmentation du nombre de femmes dans les postes de directions. Les jeunes femmes revendiquent aussi une meilleure conciliation de la vie professionnelle et familiale, et demandent davantage d'action pour lutter contre le harcèlement et les violences sexuelles. Les jeunes femmes sont particulièrement favorables à la création d'emplois à temps partiel dans les postes à responsabilité, à la mise en place de quotas de genre pour les postes de direction, à des services de garde extra-familiale plus abordables, et à l'utilisation d'un langage inclusif et féminisé.

Toutefois, des études montrent que les jeunes femmes et hommes considèrent faire des choix totalement personnels et libres (en fonction de leurs propres intérêts et capacités) concernant leur orientation professionnelle, le développement de leur carrière et de leur vie familiale. L'intériorisation du discours sur l'individualisation et la responsabilité individuelle fait que les inégalités de genre sur le marché du travail ou les difficultés à concilier la vie familiale et professionnelle ne sont pas vues comme des problèmes structurels, mais plutôt comme des conséquences de choix personnels auxquelles les jeunes femmes et hommes estiment devoir trouver des solutions individuelles. Cette perception pourrait restreindre l'engagement des jeunes femmes et hommes pour l'égalité des genres.

Christina Bornatici est titulaire d'un Master en socioéconomie de l'Université de Genève et travaille à FORS, le centre de compétences suisse en sciences sociales, en tant que chercheuse et spécialiste du service de données et d'information sur la recherche. Elle est également doctorante à l'Institut des sciences sociales de l'Université de Lausanne. Ses recherches portent sur l'égalité des genres, et plus précisément sur les attitudes envers l'égalité des genres et l'arrangement entre la vie privée et la vie professionnelle des couples en Suisse.